

Déclaration du SNUipp-FSU 61 au CTSD du mardi 28 juin

Monsieur le Directeur académique,

La nomination du ministre de l'Éducation nationale, M. Pap Ndiaye aurait pu marquer une rupture avec son prédécesseur Jean-Michel Blanquer. Hélas, dans la réalité, il n'en est rien. En effet, la nomination de Jean Marc Huart comme directeur de cabinet nous renvoie aux politiques délétères menées ces cinq dernières années par ce gouvernement.

Emmanuel Macron annonce une généralisation dès l'automne prochain de « l'école du futur » alors que l'expérimentation marseillaise a tout juste débuté. Ce projet remet pourtant en cause gravement les principes égalitaires qui fondent notre école républicaine.

Alors que l'Éducation nationale est au plus mal avec des inégalités scolaires renforcées, une crise d'attractivité qui perdure et s'accroît d'année en année, des conditions de travail et d'enseignement sans cesse dégradées... la première mesure annoncée après les élections présidentielles est de conforter un projet qui va à l'encontre des besoins de l'école et de ses personnels.

Sa généralisation entraînerait une mise en concurrence des écoles pour l'attribution de moyens, le démantèlement du système de nomination des personnels, la création d'un nouvel échelon hiérarchique et ouvrirait la voie à une possible adaptation locale des contenus scolaires... Au contraire, le service public d'éducation doit répondre à plusieurs urgences déterminantes avec la nécessaire résorption des inégalités scolaires, la crise historique du recrutement, le déclasserement salarial indéniable des personnels...

Le nombre d'admis-es est insuffisant en Normandie comme ailleurs. Le recours à la liste complémentaire est indispensable, nous vous demandons de relayer cette demande. Le ministère doit donc l'autoriser de toute urgence car elle est indispensable.

Les conditions d'exercice des futur-es collègues nous inquiètent grandement et vont mettre en difficulté les équipes enseignantes qui devront accompagner cruellement ces nouvelles et nouveaux collègues qui vont débiter dans le métier sans aucune expérience préalable. De plus, le semblant de formation promis aux futur-es collègues n'est clairement pas satisfaisant.

Enfin, à la rentrée 2021, le Ministre a lancé une expérimentation portant sur l'évaluation des écoles, qui a vocation à être généralisée. Nous aimerions donc avoir ici des précisions sur cette évaluation d'écoles dans notre département à la prochaine rentrée scolaire et rappelons que le SNUipp-FSU conteste vivement ce nouvel outil managérial dont nous rappelons les indicateurs : les évaluations nationales de CP et CE1, largement contestées par les enseignant-es comme par la communauté scientifique, qui donnent une image biaisée de la réussite des élèves, en ne prenant en compte qu'une

part réduite des compétences, d'une part, et d'autre part des questionnaires « de satisfaction » aux parents et aux élèves qui transforment le rapport des usager-es au service public d'éducation. Globalement, le dispositif fera peser une charge de travail supplémentaire pour l'ensemble des personnes engagées, particulièrement pour les directeurs-trices déjà écrasé-es par le travail au quotidien, car faut-il le préciser, ce « bilan » de l'activité de l'école s'effectue sans moyen supplémentaire ou temps dédié pour s'y consacrer.

De plus, la place donnée aux élu-es de la collectivité locale peut entraîner des tentatives d'ingérences, voire des habitudes de pressions sur le fonctionnement de l'école. Enfin, quel que soit le diagnostic posé, au regard du budget insuffisant alloué à l'Éducation nationale, il ne sera pas possible d'agir sur des éléments pourtant majeurs, à la fois pour la réussite des élèves, comme pour les conditions de travail des personnels : effectifs par classe, formation continue des enseignant-es et AESH, aides spécialisées...

Concernant le CTSD d'aujourd'hui, pour ce qui est du 1er degré, nous saluons la décision d'ouverture à Jules Verne mais nous ne pouvons nous en contenter ; c'est pourquoi nous réinterviendrons sur chacune des situations évoquées en groupe de travail et évoquerons une nouvelle situation.

Le SNUipp-FSU continue d'exiger un plan d'urgence pour l'école. L'école doit bénéficier de plus de moyens afin d'aider tous les élèves et de fonctionner sereinement après ces deux années bouleversées.